ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 21 avril 1964, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant et complétant l'arrêté royal du 12 décembre 1957 portant règlement sur l'inspection maritime", a donné le 13 mai 1964 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 21e april 1964 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging en aanvulling van het koninklijk besluit van 12 december 1957 houdend zeevaartinspectiereglement", heeft de 13e mei 1964 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

I. Il est de règle qu'un texte modificatif doit modifier les articles du texte antérieur dans leur ordre numérique.

Les articles 10 à 13 du projet ne sont pas conformes à cette règle. Il conviendrait de les replacer, dans le projet, en suivant l'ordre des dispositions de l'arrêté royal du 12 décembre 1957.

II. Tant dans l'arrêté lui-même que dans les annexes, les textes modificatifs doivent être placés entre guillemets.

\+

\+ +

EXAMEN DU TEXTE.

L'intitulé suivant est proposé :

"Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 12 décembre 1957 portant règlement sur l'inspection maritime".

Préambule.

La rédaction suivante est proposée pour les alinéas 1er et 2 :

"Vu la loi du 25 août 1920 sur la sécurité des navires, modifiée par la loi du 30 juillet 1926;

Vu l'arrêté royal du 12 décembre 1957 portant règlement sur l'inspection maritime;".

.../...

Article 1er.

§ 2. Ce paragraphe est dénué de toute portée juridique. Il doit être omis.

Les mots définis au § 3 doivent être écrits avec une minuscule et l'article "le" précédant le mot "Ministre" doit être omis.

Au mot "Passagers" il y a lieu d'écrire "... de l'équipage, des enfants âgés de moins d'un an le jour de leur embarquement et des personnes prises à bord à la suite d'un naufrage ou d'autres circonstances spéciales imprévues".

Au mot "Tonneau" il y a lieu d'écrire "... un tonneau de jauge de 2,83 mètres cubes, étant entendu que chaque fois que la grandeur du navire ... ".

L'alinéa b du § 3 étant superflu, doit être omis; cette suppression entraîne la suppression de la mention "a" au début de ce paragraphe 3.

Article 2.

L'article 1bis - 1, nouveau (voir l'article 1, 3, de l'arrêté royal du 12 décembre 1957) soustrait à l'application de l'arrêté les navires affectés à un service militaire, à un service de police ou d'autorité, ainsi que les engins de divertissement de plage loués sans équipage.

.../...

Cette disposition est superflue en ce qui concerne les navires affectés à un service militaire ou à un service de police ou d'autorité. En effet, ces navires, qui ne sont pas des navires de commerce, ne sont pas compris parmi les navires visés à l'article 2 de la loi du 25 août 1920. Il est donc inutile de les exclure de l'application de l'arrêté qui assure l'exécution de cette loi.

En ce qui concerne les engins de divertissement de plage, l'intention du Gouvernement, selon les explications du fonctionnaire délégué, est d'exclure ces engins de l'application de la loi sous laquelle ils tombent en vertu de l'article 1er, § 1er, nouveau.

Il serait préférable que cette intention soit exprimée plus clairement dans l'article 1er, § 1er. Il suffirait, à cet égard, de rédiger comme suit la fin de cette disposition :
"... les allèges, les docks, les grues, le matériel de dragage et tout autre engin flottant, pour autant qu'ils prennent la mer, à l'exception des engins de divertissement de plage loués sans équipage".

L'article 1bis, 2,nouveau, reprend en le complétant l'article 23 de l'arrêté royal.

Selon les explications du fonctionnaire délégué, le chef de district n'est autorisé à intervenir que dans des cas particuliers, et non, comme le texte du projet pourrait le faire croire, d'une manière générale, ce qui poserait le problème de la légalité d'une telle délégation de pouvoirs.

.../...

Il est, en conséquence, proposé de rédiger cette disposition de la manière suivante :

"Le chef de district de l'inspection maritime détermine sous sa propre responsabilité, pour chaque cas particulier, dans quelle mesure ... Le chef de district peut, aussi, leur appliquer d'autres normes que celles qui sont prescrites".

Dans l'arrêté royal du 12 décembre 1957, la disposition de l'article 1bis, 2, du projet figure à l'article 23, sous le titre "Cas spéciaux". Il n'existe, semble-t-il, aucune nécessité à changer cette disposition de place. Il se recommande, dès lors, que la disposition qui figure sous l'article 1bis, 2,dans l'article 2 du projet soit maintenue à l'article 23 de l'arrêté royal.

Article 3.

Il est proposé de rédiger le texte de la manière suivante :

"9. La délivrance ou le renouvellement du certificat de navigabilité du navire belge qui ne rejoint jamais ou ne rejoint qu'exceptionnellement un port belge se fait à l'intervention du service d'inspection maritime.

A la demande du chef de district de l'inspection maritime, le consul de Belgique du port étranger... (comme au projet) ... ".

.../...

Article 4.

Le texte pourrait être rédigé comme suit :

"Article 25. Les matériaux employés pour la construction de la coque, des machineries et des installations les plus importantes ainsi que les matériaux employés en cas de transformation, de réparation importante ou de renouvellement des parties vitales doivent :

- soit satisfaire aux prescriptions des sociétés de classification reconnues et avoir été pris en recette suivant ces prescriptions,
- soit satisfaire aux prescriptions de l'annexe I et avoir été pris en recette de la manière qui y est prescrite".

Article 6.

Cet article modifie deux dispositions de l'article 79 de l'arrêté royal. Il conviendrait de le diviser en paragraphes de la manière suivante :

"Article 6.-

§ 1er. A l'article 79,1, du même arrêté ... (comme au projet) ...

§ 2. Le même article est complété de la manière suivante :

"7. Tous les navires ... (comme au projet) ...".

.../...

Article 7.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 7.-

A l'article 97 du même arrêté la disposition suivante est insérée entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 :

"Le chef de district est toutefois tenu d'observer les instructions données par le Ministre pour l'application des conventions internationales en la matière".

Article 8.

Le dernier alinéa de cet article dispose que le chef de district peut imposer un examen médical aux personnes qui sont visées dans cette disposition.

Le projet ne précise pas l'objet de cet examen médical. Selon les explications du fonctionnaire délégué, cette disposition tend à permettre au chef de district d'exiger un certificat attestant que ces personnes possèdent l'aptitude requise.

Il est proposé de rédiger cet article comme suit :

"Article 8.-

A l'article 100 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° le 3 est remplacé par la disposition suivante :
"3. ... (texte du Gouvernement) ... ";

2° l'article est complété par la disposition suivante :

.../...

"6. Le chef de district peut exiger que les personnes qui sont responsables de la tenue du quart dans les cas prévus à l'article 98, produisent un certificat attestant qu'elles possèdent l'aptitude physique requise pour les fonctions qui leur sont confiées".

Article 9.

Il est proposé la présentation suivante :

"Article 9.-

A l'article 157 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots "ainsi que le formulaire V, joint à l'arrêté royal du 24 décembre 1935" sont supprimés;

2° l'article est complété par les dispositions suivantes : "... (texte du Gouvernement; toutefois, dans l'avant-dernier alinéa, les signes "§§" doivent être omis, l'article 17 de l'arrêté royal n'étant pas divisé en paragraphes)".

Article 10.

Le Conseil d'Etat renvoie à l'observation générale et à l'observation faite au sujet de l'article 2 du projet.

. ./...

Article 11.

L'article devra être omis si le Gouvernement se rallie à l'observation faite au sujet de l'article 2 du projet, sinon cet article devrait faire l'objet de deux articles distincts, modifiant respectivement l'article 82 et l'article 98 de l'arrêté royal.

Chacun de ces deux articles prendrait place dans le projet selon l'ordre numérique; ils seraient rédigés comme suit :

"Article ...

Dans l'article ... du même arrêté ... ".

Article 13.

L'article 13, modifiant l'article 3, f, de l'annexe XII, devrait figurer en annexe du projet, comme toutes les autres modifications apportées aux annexes de l'arrêté royal du 12 décembre 1957.

Article 15.

Cet article est incomplet. Il y a lieu d'y ajouter l'annexe VI, articles 4 et 32, et si la suggestion faite au sujet de l'article 13 est adoptée, l'annexe XII, article 3; in fine il y a lieu d'écrire : "annexes du présent arrêté".

.../...

EXAMEN DES ANNEXES.

Annexe II.

Le projet modifiant plusieurs articles de l'annexe II, il est proposé de diviser le texte en paragraphes de la manière suivante :

"§ 1er. L'article 7, 2, est remplacé ... (comme au projet) ...

§ 2. Dans la version néerlandaise de l'article 17, 2, le dernier alinéa est remplacé ... (comme au projet)..

§ 3. Dans la version française de l'article 47, 2, le deuxième alinéa est remplacé ... (comme au projet)..."

La même division en paragraphes devrait être appliquée dans les textes relatifs aux annexes IV, VI, XII et XIV.

+

Sont joints également au projet, des modèles de certificat. Seuls, les modèles des certificats internationaux sont rédigés en français et en néerlandais; les modèles des autres certificats sont rédigés uniquement en néerlandais.

L'interprétation de l'article 47 de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative peut soulever la question de savoir si toutes les annexes du projet, y compris les modèles, ne doivent pas être publiés dans les deux langues.

ALGEMENE OPMERKING.

I. Een wijzigingstekst moet de volgorde van de artikelen van de vroegere tekst in acht nemen.

De artikelen 10 tot 13 van het ontwerp voldoen niet aan die regel. Zij dienen in het ontwerp te worden verplaatst overeenkomstig de volgorde van de bepalingen van het koninklijk besluit van 12 december 1957.

II. Zowel in het besluit zelf als in de bijlagen plaatse men de wijzigingen tussen aanhalingstekens.

\+

\+ \+

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Voor het opschrift wordt voorgesteld :

"Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 december 1957 houdende zeevaartinspectiereglement".

Aanhef.

Het eerste en het tweede lid leze men als volgt :

"Gelet op de wet van 25 augustus 1920 op de veiligheid der schepen, gewijzigd bij de wet van 30 juli 1926;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 12 december 1957 houdende zeevaartinspectiereglement;".

Artikel 1.

§ 2. Deze paragraaf heeft juridisch geen betekenis en moet dus vervallen.

De in § 3 omschreven woorden moeten met kleine letter worden geschreven en het lidwoord "de" vóór het woord "Minister" moet vervallen.

Bij het woord "Passagiers" leze men : "... de schepelingen, de kinderen die op de dag van inscheping de leeftijd van één jaar nog niet hebben bereikt, en de personen die ten gevolge van schipbreuk of andere onvoorziene bijzondere omstandigheden aan boord zijn genomen".

Bij het woord "Ton" leze men : "registerton van 2,83 kubieke meter, met dien verstande dat, waar in dit besluit de grootte van een schip in die eenheid wordt uitgedrukt, daaronder wordt verstaan ...".

Lid b van § 3 moet als overbodig vervallen; hierdoor vervalt ook de letter a vooraan in die paragraaf.

Artikel 2.

Het nieuwe artikel 1bis-1 (zie artikel 1, 3, van het koninklijk besluit van 12 december 1957) onttrekt aan

.../...

de toepassing van het besluit "schepen aangewend tot een leger-, politie- of overheidsdienst, alsmede tuigen voor strandvermaak, verhuurd zonder bemanning".

Die bepaling is overbodig voor zover zij slaat op schepen die voor een leger-, politie- of overheidsdienst worden gebruikt. Dit zijn immers geen koopvaardijschepen, zodat zij niet kunnen worden gerekend tot de schepen bedoeld in artikel 2 van de wet van 25 augustus 1920. Het is dan ook onnodig ze buiten de werkingssfeer van het besluit tot uitvoering van die wet te sluiten.

De tuigen voor strandvermaak wil de Regering, naar de gemachtigde ambtenaar verklaarde, onttrekken aan de toepassing van de wet waaronder zij krachtens het nieuwe artikel 1, § 1, vallen.

Het ware verkieslijk deze bedoeling duidelijker tot uiting te brengen in artikel 1, § 1. Daartoe is het voldoende het slot van die bepaling als volgt te lezen : "... lichters, dokken, bokken, baggermateriaal, en enig ander soortgelijk drijvend tuig, voor zover ze zich op zee begeven, behalve tuigen voor strandvermaak die zonder bemanning worden verhuurd".

Het nieuwe artikel 1bis, 2, herhaalt artikel 23 van het koninklijk besluit en vult het aan.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, mag het districtshoofd alleen in bijzondere gevallen optreden en niet, zoals de tekst van het ontwerp kan doen denken, in alle gevallen; de vraag zou dan immers rijzen naar de wettigheid van zulk een overdracht van bevoegdheid.

.../...

Derhalve wordt voorgesteld, die bepaling als volgt te lezen :

"Het districtshoofd van de zeevaartinspectie bepaalt onder eigen verantwoordelijkheid voor ieder bijzonder geval, in welke mate ... Het districtshoofd kan hierop ook andere dan de voorgeschreven normen toepassen".

In het koninklijk besluit van 12 december 1957 staat de bepaling van artikel 1bis, 2, van het ontwerp in artikel 23, onder het opschrift "Bijzondere gevallen". Er lijkt geen enkele reden te zijn om die bepaling van plaats te doen veranderen. Het is dan ook geraden de bepaling die in artikel 2 van het ontwerp onder artikel 1bis, 2, staat, in artikel 23 van het koninklijk besluit te laten staan.

Artikel 3.

Voorgesteld wordt, de tekst als volgt te lezen :

"9. Het certificaat van deugdelijkheid van het Belgisch schip dat nooit of slechts toevallig een Belgische haven aandoet, wordt afgegeven of vernieuwd door toedoen van de zeevaartinspectiedienst.

Op verzoek van het districtshoofd van de zeevaartinspectie laat de consul van België, die de vreemde haven, ... (zoals in het ontwerp) ...".

.../...

Artikel 4.

Men vervange de woorden "voldoen aan de eisen van in bijlage I" door "voldoen aan de eisen van bijlage I".

De Franse tekst leze men zoals voorgesteld in de Franse versie van het tegenwoordig advies.

Artikel 6.

Dit artikel wijzigt twee bepalingen van artikel 79 van het koninklijk besluit. Men splitse het in twee paragrafen als volgt :

"Artikel 6.-

§ 1. In artikel 79,1, van hetzelfde besluit ... (zoals in het ontwerp) ...

§ 2. Hetzelfde artikel wordt als volgt aangevuld :

"7. Een passende reservekompasketel ... (zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 7.

Dit artikel kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 7.-

In artikel 97 van hetzelfde besluit wordt tussen het tweede en het derde lid de volgende bepaling ingevoegd :

.../...

"Het districtshoofd is echter gehouden tot naleving van de onderrichtingen door de Minister gegeven voor de toepassing van de desbetreffende internationale overeenkomsten".

Artikel 8.

Luidens het laatste lid van dit artikel kan het districtshoofd de in die bepaling bedoelde personen aan een geneeskundige "keuring" onderwerpen.

Het ontwerp zegt niet welk het doel van die geneeskundige keuring is. Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, wil die bepaling het districtshoofd ertoe machtigen, een bewijs te eisen, dat die personen de vereiste geschiktheid bezitten.

Voorgesteld wordt, dit artikel als volgt te lezen:

"Artikel 8.-

In artikel 100 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de tekst onder 3 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"3. ... (tekst van de Regering) ...";

2° het artikel wordt met de volgende bepaling aangevuld :

.../...

"6. Het districtshoofd kan eisen dat zij die voor de wacht instaan in de gevallen van artikel 98, het bewijs overleggen dat zij de lichamelijke geschiktheid bezitten die voor de hun opgedragen taak vereist is".

Artikel 9.

Men stelle het artikel als volgt :

"Artikel 9.-

In artikel 157 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "evenals formulier V, gehecht aan het koninklijk besluit van 24 december 1935" worden geschrapt;

2° het artikel wordt met de volgende bepalingen aangevuld:

"... (tekst van de Regering, maar in het voorlaatste lid moeten de tekens "§§" vervallen, want artikel 17 van het koninklijk besluit is niet in paragrafen ingedeeld)".

Artikel 10.

De Raad van State verwijst naar de algemene opmerking en naar de opmerking bij artikel 2 van het ontwerp.

.../...

Artikel 11.

Het artikel zal moeten vervallen indien de Regering ingaat op de opmerking bij artikel 2 van het ontwerp. Zo niet zou de tekst moeten worden gesteld in twee afzonderlijke artikelen, die onderscheidenlijk artikel 82 en artikel 98 van het koninklijk besluit zouden wijzigen.

Elk van beide artikelen zou in het ontwerp een plaats krijgen, overeenkomstig hun volgorde. Voorgesteld wordt :

"Artikel ...

In artikel ... van hetzelfde besluit ...".

Artikel 13.

Artikel 13, dat artikel 3, f, van bijlage XII opheft, zou in een bijlage van het ontwerp moeten worden opgenomen, evenals alle andere wijzigingen die worden aangebracht in de bijlagen van het koninklijk besluit van 12 december 1957.

Artikel 15.

Dit artikel is onvolledig. Men vulle het aan met de vermelding van bijlage VI, artikelen 4 en 32, en, indien het voorstel in verband met artikel 13 wordt

.../...

aangenomen, met de vermelding van bijlage XII, artikel 3. In de Franse tekst leze men aan het slot van het artikel "annexes du présent arrêté".

ONDERZOEK VAN DE BIJLAGEN.

Bijlage II.

Het ontwerp wijzigt een aantal artikelen van bijlage II. De tekst kan dan ook gevoeglijk als volgt in paragrafen worden ingedeeld :

"§ 1. Artikel 7, 2, wordt door de volgende bepaling vervangen : ... (zoals in het ontwerp) ...

§ 2. In de Nederlandse versie van artikel 17, 2, wordt het laatste lid door de volgende bepaling vervangen : ... (zoals in het ontwerp) ...

§ 3. In de Franse versie van artikel 47, 2, wordt het tweede lid door de volgende bepaling vervangen : ... (zoals in het ontwerp) ...".

Dezelfde indeling in paragrafen zou moeten worden toegepast voor de teksten betreffende de bijlagen IV, VI, XII en XIV.

+

.../...

Bij het ontwerp zijn ook modelcertificaten gevoegd. Alleen de modellen van internationale certificaten zijn in het Nederlands en in het Frans gesteld, de modellen van de overige certificaten alleen in het Nederlands.

Interpretatie van artikel 47 van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken kan de vraag doen rijzen of niet alle bijlagen van het ontwerp, met inbegrip van de modellen, in beide talen moeten worden bekendgemaakt.

La chambre était composée de

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G.HOLOYE, conseillers d'Etat,
J.MASQUELIN, raadsheren van State,

Ch.VAN REEPINGHEN, assesseurs de la section de législation,
J.DE MEYER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G.DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.J.COOLEN, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.COOLEN, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE. (s.) J.SUETENS.